

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03 août 2022

Contexte et constats

Publié sur



PASSIV'EST

2 avenue Bade Wurtemberg
57380 Faulquemont

Références : Faulquemont_PASSIVEST_Traitement-de-surface_2022-08-03_RAPVI_LJB_31700
Code AIOT : 0006207692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 août 2022 dans l'établissement PASSIV'EST implanté 2 avenue Bade Wurtemberg 57380 Faulquemont. L'inspection a été annoncée le 20 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur le contrôle des moyens de première intervention incendie dans les installations de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSIV'EST
- 2 avenue Bade Wurtemberg 57380 Faulquemont
- Code AIOT : 0006207692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

PASSIV'EST est une PME de 14 salariés spécialisée dans le traitement de surface des métaux en inox. Elle dispose d'une seule ligne de traitement ainsi que d'un laboratoire permettant le traitement de toutes petites pièces.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de première intervention incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Plan de modernisation des réservoirs	Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, article 5 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à risques	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10 (partiel)	/	Sans objet
4	Installations électriques – conception	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 17 (partiel)	/	Sans objet
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I (partiel)	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14 (partiel)	/	Sans objet
7	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14 (partiel)	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)	/	Sans objet
10	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé une non-conformité sur les dispositifs de désenfumage. Celle-ci nécessite une action corrective sous un délai maîtrisé tout en considérant les contraintes structurelles du bâtiment et les difficultés d'approvisionnement de certains matériels.

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec une échéance à **12 mois**.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser et justifier quelles sont les installations soumises au plan de modernisation des installations industrielles (PMII). Cela concerne notamment les capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances dangereuses ainsi que les massifs de réservoirs et cuvettes de rétention.

Une réponse est attendue sous **un mois**.

Enfin, certaines observations ont également été relevées. L'exploitant est invité à les prendre en compte dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des parties à risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 10 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Plusieurs plans recensant les parties à risques ont été présentés (zonage ATEX, produits chimiques,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Le bâtiment abritant l'installation, dénommé "hall process", est équipé d'une seule trappe de désenfumage de moins de 2 m ² , pour une surface totale d'environ 1500 m ² d'après l'exploitant. La surface des sections d'évacuation à l'air libre des fumées et des amenées d'air frais doit être au moins supérieure à 1% de la superficie du bâtiment, soit dans le cas de PASSIV'EST d'au moins 15 m ² . De plus, cette unique trappe n'est pas à commande automatique.
Observations : L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous un délai de 12 mois l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susmentionné relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il doit équiper en partie haute son hall process avec des dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs devront être à commande d'ouverture manuelle et automatique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 17 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Un contrôle annuel des installations électriques est réalisé par un organisme extérieur reconnu : le dernier compte rendu du 10 janvier 2022 ainsi que le document Q18 ont été présentés lors de la visite. Toutes les actions à mettre en place suite à ce contrôle ont été réalisées à l'exception d'une goulotte à ajouter pour protéger des câbles dans un bureau. Cette dernière action est bien identifiée et programmée dans les prochaines semaines.
Observations : Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide [...].
Constats : Un seul bain est chauffé à une température d'environ 25°C via un échangeur (eau chaude) alimenté par une chaudière. Celui-ci est équipée de deux sondes (niveau haut et niveau bas) qui déclenchent une alarme en cas de non-conformité détectée. Ces sondes sont vérifiées chaque trimestre.
Observations : L'exploitant ne trace pas les opérations de vérification des sondes réalisées chaque trimestre. Il s'est engagé à mettre en place un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...]
Constats : Le site est équipé de détecteurs de fumées reliés à l'alarme et au téléphone de la gérante et du responsable d'exploitation. Des consignes sur les appels d'urgence sont par ailleurs affichées sur des panneaux d'affichage (celui situé au niveau de l'accueil des visiteurs a été constaté).
Observations : L'attention de l'exploitant a été attirée sur le rôle du personnel lors d'un incendie, en particulier sur la ou les personne(s) qui sont en charge d'appeler les pompiers. L'exploitant complètera ses consignes afin de mieux détailler les tâches de chacun. Par ailleurs, il s'est engagé à réaliser plus régulièrement des exercices incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 14 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] e) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant dispose d'extincteurs dont la présence, la visibilité, l'accès et le caractère approprié ont pu être constatés lors de la visite du site. Par échantillonnage, les extincteurs n° 30, 34, 37 et 47 ont été plus particulièrement constatés. La dernière vérification des extincteurs par un organisme reconnu a été réalisée le 9 décembre 2021 : l'inspection a constaté la présence du rapport associé ainsi que le dossier de conformité APSAD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin de confinement couvert (pour éviter d'être rempli par les eaux de pluie) de 30 m ³ . Un contrôle visuel est régulièrement réalisé. Ce dimensionnement est justifié dans le dossier d'enregistrement.
Observations : Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'accès au dispositif de confinement des eaux incendie a été vérifié. Il est en accès libre à l'extérieur du site et éloigné des bâtiments.
Observations : Une clé est nécessaire pour actionner le dispositif de confinement. Or, celle-ci est stockée dans le bâtiment, ce qui peut poser des difficultés d'accès en cas d'incendie de celui-ci. Néanmoins, le responsable d'exploitation dispose également d'un jeu de clé. L'exploitant est toutefois invité à améliorer son organisation afin de faciliter l'accès à cette clé. Il a évoqué lors de l'inspection l'idée d'une boîte située à l'extérieur du bâtiment contenant également les consignes en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09 avril 2019, article 20.III (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une consigne accompagnée d'une photo qui définit clairement comment confiner les eaux incendie. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement
Observations : Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial et programme d'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : [...] 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 : — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise régulièrement un contrôle visuel de ses bacs. Par contre, il n'est pas en mesure de préciser et justifier quelles sont exactement les installations soumises au plan de modernisation des installations industrielles (PMII). Cela concerne notamment les capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H400, H410. Aucun programme de suivi n'a donc été défini.</p>
<p>Observations : L'exploitant transmettra sous un mois la liste des équipements soumis au PMII accompagnée si nécessaire du programme d'inspection mis en œuvre pour les équipements concernés. Cela inclue les massifs de réservoirs et cuvettes de rétention mentionnées à l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susmentionné relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet